

Délibération n° 200/2018 du 13 décembre 2018 accordant une remise gracieuse de la redevance d'eau et de déchets à madame Mathilde KAUA épouse PAE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n°227/2017 du 28 novembre 2017 relative à l'instauration d'une procédure d'octroi de remise gracieuse en matière de redevances des services environnementaux ;
- **VU** Les règlements de service de l'eau potable et des déchets ;
- **VU** les avis favorables de la Commission spéciale d'attributions des aides communales du 16 novembre 2018 et de la Commission des affaires administratives du 04 décembre 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 13 décembre 2018 ;

ADOpte

- Article 1** – Il est accordé à madame Mathilde KAUA épouse PAE une remise gracieuse partielle de sa redevance d'eau et déchets respectivement d'un montant de 12 000 F CFP et de 16 000 F CFP portant sur l'année 2018.
- Article 2** – La dépense de 12 000 F CFP est imputée sur les crédits ouverts au budget annexe de l'eau potable de l'exercice 2018 au chapitre 67 « Charges exceptionnelles », article 678 « Autres charges exceptionnelles ».
- La dépense de 16 000 F CFP est imputée sur les crédits ouverts au budget annexe Déchets de l'exercice 2018 au chapitre 67 « Charges exceptionnelles », article 678 « Autres charges exceptionnelles ».
- Article 3** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- Article 4** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 13 décembre 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tatiana DUBOIS

Simplicio LISSANT

